



Des Forêts pour le Nouveau Millénaire

DES FORÊTS À GÉRER DANS L'INTÉRÊT DES GENS ET DE LA NATURE

RÉDACTEURS

Gerardo Mery

René Alfaro

Markku Kanninen

Maxim Lobovikov

Heidi Vanhanen

Charlie Pye-Smith

COUVERTURE ET MAQUETTE

Jaakko Pesonen

ÉDITION ET PRODUCTION PAR

Ministère des affaires étrangères de Finlande

Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières

ISBN 951-724-489-4

IMPRIMÉ PAR

F.G. Lönnberg 2005

1. LA FAÇON DONT LES FORÊTS SONT PERÇUES ET LEURS UTILISATIONS ONT BEAUCOUP CHANGÉ AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES. LES FORÊTS NE SONT PLUS CONSIDÉRÉES COMME ÉTANT UNIQUEMENT DES SOURCES DE BOIS MAIS DES ÉCOSYSTÈMES COMPLEXES QUI PERMETTENT À DES COMMUNAUTÉS DE SE DÉVELOPPER ET OFFRENT TOUTE UNE GAMME DE PRODUITS ET DE SERVICES ENVIRONNEMENTAUX. ON RECONNAÎT AUJOURD'HUI QUE LES FORÊTS PEUVENT CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT RURAL ET À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ.



1.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Pourquoi les forêts sont-elles importantes?	7
Améliorer les moyens de subsistance et favoriser le bien-être des personnes	10
Le préservation d'écosystèmes sains	16
Intégration de la foresterie à d'autres secteurs	20
Se partager les bienfaits que procurent les forêts et les arbres	26
Vers une gouvernance améliorée des forêts	30
Postface et remerciements	36



2.

2.RESSOURCES NATURELLES CANADA ET LES RESPONSABLES DU PROJET SPÉCIAL DE L'IUFRO SUR LES FORÊTS DU MONDE, LA SOCIÉTÉ ET L'ENVIRONNEMENT ONT ORGANISÉ CONJOINTEMENT EN JANVIER 2005, À VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE, CANADA), UN ATELIER SUR LES SCIENCES ET LES POLITIQUES. TRENTE-CINQ SCIENTIFIQUES PROVENANT DE SEIZE PAYS DIFFÉRENTS ONT COLLABORÉ POUR FORMULER CETTE INFORMATION STRATÉGIQUE.

AUTEURS: RENÉ ALFARO, CARLOS BAHAMONDEZ, JOHN BEER, BRUCE CAMPBELL, JOSÉ J. CAMPOS, LIU CAN, BENJAMIN CASHORE, CAROL COLFER, JIM FARREL, MIKE FULLERTON, GLENN GALLOWAY, DENIS GAUTIER, PETER GLÜCK, LUIS GONZÁLEZ, MORAIA GRAU, HARTMUT HOLZKNECHT, MARKKU KANNINEN, PETER KANOWSKI, YEMI KATERERE, SEBASTIAO KENGEN, MICHAEL KLEINE, DON LEE, MAXIM LOBOVIKOV, MARTIN LORENZ, BASTIAAN LOUMAN, CONCEPCIÓN LUJÁN, GERARDO MERY, FLORENCIA MONTAGNINI, JOHN PARROTTA, CHARLIE PYE-SMITH, HIROYASU OKA, ANDREAS OTTITSCH, JEREMY RAYNER, JEAN-MARC RODA, JUSSI SARAMÁKI, JEFFREY SAYER, RISTO SEPPÄLÄ, BRAD STENNES, DIETMAR STOIAN, ILPO TIKKANEN, JORGE TREVIN, HEIDI VANHANEN, PAUL VANTOMME, MARTTI VARMOLA, JARI VARJO, SEN WANG, BILL WILSON ET JIM WOOD.

La publication *Des forêts pour le nouveau millénaire* se fonde sur les activités réalisées dans le cadre du projet spécial sur les forêts du monde, la société et l'environnement de l'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (IUFRO). Depuis 2002, des experts du monde entier contribuent à une importante analyse sur les changements qui s'opèrent dans les forêts du monde, sur les éléments qui relient les forêts, sur la société humaine et sur l'environnement dans son ensemble. Plus de 100 auteurs – des forestiers, des écologistes, des économistes, des anthropologues, des scientifiques d'intervention – ont collaboré à la principale réalisation de ce projet, un ouvrage ayant pour titre *Forests in the Global Balance - Changing Paradigms*. La présente synthèse d'orientation, *Des forêts pour le nouveau millénaire*, est le fruit d'un long débat novateur; elle se veut un consensus des politiques qu'il faut adopter si l'on veut que les terrains forestiers soient gérés de manière plus durable, dans l'intérêt des gens et de la nature.

Les propositions qui sont présentées dans cette synthèse se fondent sur l'étude de toute une gamme de sujets se rapportant au bien-être et à la survie des écosystèmes forestiers et des gens qui en dépendent. En mettant cette information à la disposition des décideurs – aux échelons international, national et local – nous osons espérer que cet ouvrage contribuera, même si modestement, à améliorer la gestion des forêts. Nous espérons aussi qu'il aidera à combler l'écart entre la politique et la recherche.

Avant-propos

Depuis le milieu des années 1990, le ministère des Affaires étrangères de la Finlande appuie le réseau international de collaboration en matière de recherche forestière, avec des pionniers comme l'Institut de recherche forestière finnois METLA, l'Université des Nations Unies (ONU) et l'Institut forestier européen (IFE), auxquels sont venus s'ajouter d'autres institutions et, plus récemment, un réseau de collaboration constitué de neuf partenaires: le Centre de Recherches Agricoles Tropicales et d'Éducation plus Élevée (CATIE), Costa Rica; le Centre International pour la Recherche de Forêt (CIFOR), Indonésie; le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD-Forêts), France; l'Institut Forestier Européen (IFE), Finlande; l'Réseau International pour le Bambou et le Rattan (INBAR), Chine; le Centre Fédéral de Recherches pour la Sylviculture et les Produits de Forêt (IWF/BFH), Allemagne; l'Institut de la Recherche Forestier Finlandais (METLA), Finlande; Natural Resources Canada/ Ressources naturelles Canada (NRCan/RNCan), Canada, et l'Université des Nations Unies (ONU), Japon.

C'est dans ce contexte que l'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (IUFRO) a décidé de poursuivre son travail de pionnier et de faire du WFSE l'un de ses projets de recherche d'intérêt international. La mondialisation et le changement paradigmatique qui s'opère dans le secteur forestier obligent à une stratégie de recherche à l'échelle globale. On s'accorde généralement pour penser que les états forestiers, la société civile, les peuples autochtones et les sociétés forestières du monde

ont urgemment besoin de la contribution de structures scientifiques indépendantes pour informer et enrichir le dialogue et le débat concernant l'aménagement durable de la forêt. Une telle contribution doit être impartiale et structurée pour soutenir efficacement les décisions stratégiques. Et les résultats doivent être stratégiquement positionnés pour que l'information et les nouvelles connaissances répondent aux besoins de l'heure. Cette contribution doit donc favoriser l'établissement durable d'une interface science-gouvernement. La présente publication ne saurait représenter la politique officielle de la Finlande, mais elle est une excellente occasion d'informer les responsables du monde entier des plus récentes découvertes et des recommandations de la communauté scientifique concernant l'avenir des forêts du monde.

En tant que l'un des bailleurs de fonds de l'IUFRO-WFSE, nous espérons que cet énoncé de politique intitulé *Forests for the New Millennium*, contribuera à rapprocher les organes de décision stratégique et les chercheurs qui s'intéressent à la forêt.

Markku Aho

Conseiller

International Environmental Policy

Ministère des Affaires Étrangères, Finlande

La fonction première de l'IUFRO est de fournir des lieux d'échange pour la communauté scientifique. Bien que la promotion de la collaboration scientifique internationale soit la raison d'être de l'IUFRO, l'Union s'est employée à participer davantage aux mécanismes internationaux de gestion du domaine forestier. De fait, l'IUFRO, grâce à ses travaux scientifiques, est très bien placée pour aider la communauté scientifique à influencer les décisions des gouvernements en matière forestière. Cet énoncé de politique en est la parfaite illustration.

Le projet World Forests, Society and Environment (WFSE) a été entrepris en 2001 à l'initiative de l'IUFRO. Le document intitulé *Forests for the New Millennium* est en grande partie fondé sur les travaux qui seront publiés dans un ouvrage qui sera rendu public en août 2005, lors du XXIIe congrès de l'IUFRO à Brisbane (Australie). Plus de cent collaborateurs représentant les diverses disciplines forestières ont contribué à la rédaction de cet ouvrage; l'énoncé de politique est également fondé sur leurs

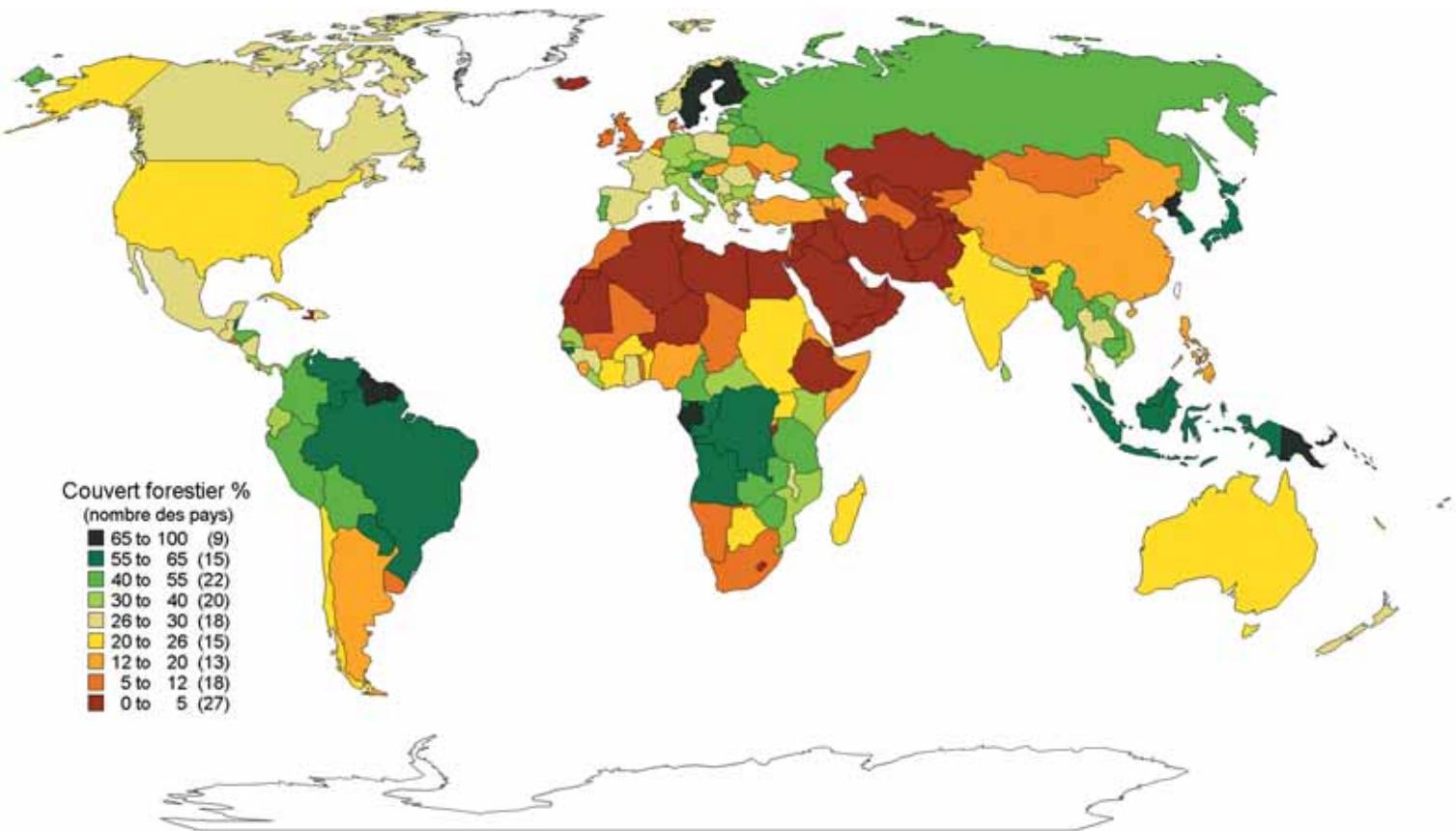
travaux. Je suis ravi qu'un si grand nombre de scientifiques ait participé à cet effort visant à renforcer l'interface gouvernement-communauté scientifique, conformément à l'un des objectifs stratégiques de l'IUFRO.

Cet énoncé de politique a été préparé par une équipe internationale de spécialistes dirigée par Gerardo Mery, coordonnateur du projet WFSE. Ce rapport est le résultat d'un patient travail de compilation qui a nécessité beaucoup de dévouement, et pour lequel je tiens à remercier toute l'équipe de rédaction. Je souhaite également adresser mes remerciements au ministère des Affaires étrangères de Finlande pour le soutien financier qu'il a bien voulu accorder au projet et à la publication de l'énoncé de politique.

Risto Seppälä

Président

Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (IUFRO)



EN 2000, LES ESPACES BOISÉS COUVRaient 3,87 MILLIARDS D'HECTARES, SOIT PRÈS D'UN TIERS DE LA SUPERFICIE DES TERRES DU GLOBE. LA MOITIÉ DES FORÊTS SONT SITUÉES DANS LES TROPIQUES ET L'AUTRE MOITIÉ DANS LES RÉGIONS TEMPÉRÉES ET BORÉALES. LA MOITIÉ SONT DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, L'AUTRE MOITIÉ DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS. LA CARTE MONTRE CE QUE REPRÉSENTENT LA FRACTION DES ESPACES BOISÉS POUR CHAQUE PAYS (>1,5 MILL. HA), EN POUR-CENT DE LA SUPERFICIE TOTAL.

(SOURCE DES DONNÉES : FAO 2000)

Pourquoi les forêts sont-elles importantes?

Il est pratiquement impossible d'exagérer l'importance des forêts de la planète. D'après la Banque Mondiale, 1,6 milliard de personnes dépendent largement des forêts pour subvenir à leurs besoins. Plus de 2 milliards de personnes, soit le tiers de la population mondiale, se servent de biocarburants, composés essentiellement de bois de chauffage, pour cuisiner et chauffer leur maison, et des milliards d'autres ont recours à des remèdes traditionnels fabriqués à partir de produits de la forêt. Dans quelque 60 pays en développement, la chasse et la pêche qui se pratiquent dans les forêts répondent à plus du cinquième des besoins en protéines de la planète.

Les forêts, naturelles et artificielles, jouent un rôle important dans les économies nationales et locales. En 2003, le commerce international de bois débité, de pâtes, de papier et de planches a atteint près de 150 milliards de dollars US; c'est là un peu plus de 2 p. 100 des échanges qui se font dans le monde. Les pays en développement sont responsables des deux tiers de la production et de la consommation.

Dans de nombreux pays en développement, les entreprises axées sur les ressources forestières représentent au moins le tiers de tous les emplois non agricoles dans les zones rurales, et elles génèrent des revenus par la vente de produits ligneux, ce qui permet d'enrichir les entreprises privées, les gouvernements et les collectivités rurales. Quant au commerce de produits forestiers non ligneux (les plantes médicinales, les champignons, les noix, les sirops et le liège), il représente 11 milliards de dollars US. Et il ne fait pas de doute que de nombreux autres produits utiles tirés de la forêt et de ses arbres seront découverts dans les années à venir.

De façon tout aussi importante, les forêts remplissent

divers rôles qui sont bénéfiques pour la planète et la durabilité de l'environnement. Par exemple, elles permettent de stabiliser les sols et de protéger les terres contre l'érosion exercée par le vent et l'eau, et elles aident à assurer une réserve constante d'eau douce potable. Comme le gaz carbonique atmosphérique s'emmagasiné dans les arbres et le sol forestier, les forêts ont aussi un rôle important à jouer dans la réduction des concentrations de l'un des principaux gaz à effet de serre responsables du réchauffement de la planète.

De plus, les forêts contribuent dans une large mesure à la biodiversité à l'échelle de la Terre. Si les forêts tropicales couvrent moins de 15 p. 100 de la terre émergée de la planète, elles renferment toutefois plus de la moitié des espèces terrestres que l'on y trouve. Les forêts jouent un rôle tout aussi important pour la biodiversité dans les régions au climat tempéré et au climat boréal. La faune et la flore sauvages ont une valeur du point de vue de l'économie. Elles ont aussi une valeur intrinsèque et esthétique. C'est pourquoi, dans de nombreux pays industrialisés, les forêts sont souvent reconnues autant, sinon plus, pour leur potentiel de conservation et de loisirs que pour leur capacité à fournir du bois d'œuvre.

Au fil du temps, nous avons changé notre manière de percevoir et d'utiliser la forêt, et nous continuerons d'évoluer en ce sens. Nombreux sont les habitants de la forêt qui ont reconnu, et qui continuent de reconnaître, que les forêts leur donnent les moyens de subvenir à leurs besoins. D'autres voient les forêts surtout comme une ressource à exploiter et à défricher pour s'adonner à l'agriculture. Dans certaines régions du monde, on voit toujours les choses de cette façon, et c'est ce qui est en partie responsable du déboisement massif qui s'effectue.

Pourquoi les forêts sont-elles importantes?



3.

4.

3. LE SECTEUR FORESTIER JOUE UN RÔLE IMPORTANT DANS LES BUDGETS NATIONAUX, PRINCIPALEMENT GRÂCE AUX ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES QUI CONTRIBUENT À VALORISER LA MATIÈRE PREMIÈRE, PAR EXEMPLE DANS L'INDUSTRIE DU BOIS ET LA PRODUCTION DE PÂTES ET DE PAPIERS. LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES CONTRIBUENT À MOINS DE LA MOITIÉ DU PRODUIT NATIONAL BRUT ATTRIBUABLE AU SECTEUR FORESTIER DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (CETTE CONTRIBUTION VARIANT TOUTEFOIS BEAUCOUP D'UN PAYS À L'AUTRE) ET À PLUS DE 80 % DU PNB ATTRIBUABLE AU SECTEUR FORESTIER DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS.

4. PRÈS D'UN MILLIARD DE PERSONNES EN CHINE ET 800 MILLIONS DANS LE SUD DE L'ASIE N'UTILISENT PRESQUE QUE DES MÉDICAMENTS FABRIQUÉS À BASE D'HERBES POUR LEURS SOINS DE SANTÉ, COMME LE FONT ÉGALEMENT DE NOMBREUX AFRICAINS. UN GRAND NOMBRE DE PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX DE HAUTE VALEUR SONT MAINTENANT DOMESTIQUÉS ET CULTIVÉS INTENSIVEMENT.

Toutefois, il s'est opéré récemment un changement d'attitude face aux forêts, et il est maintenant notoire que les forêts peuvent donner beaucoup plus que du simple bois, du combustible et des produits forestiers non ligneux. De plus en plus, on voit la place qu'occupent les forêts dans le paysage humain et le paysage naturel, ce qui a entraîné l'adoption d'une démarche globale dans leur gestion, axée sur les liens complexes qui unissent l'environnement et la société.

L'accroissement démographique, la migration, l'urbanisation, les progrès technologiques et les percées scientifiques comptent parmi les nombreux facteurs qui ont contribué à façonner, à transformer parfois, la manière dont nous voyons, gérons, conservons et utilisons les forêts. Ce sont également ces mêmes facteurs qui font en sorte que nos attentes sont plus élevées face à nos forêts que les générations qui nous ont précédées. Dans de nombreux pays, les collectivités rurales veulent que les forêts leur fournissent l'éventail traditionnel de produits, allant du bois de construction au bois de chauffage, en passant par les fourrages et les plantes médicinales. D'autres les apprécient pour leur valeur esthétique et les possibilités récréatives qu'elles offrent. D'une part, les protecteurs de l'environnement insistent sur le rôle vital que jouent les forêts pour assurer la biodiversité et, d'autre part, les politiciens éclairés, qui doivent composer avec le réchauffement de la planète et les pénuries d'eau dans



5.



6.



7.

les régions, s'attendent des forêts qu'elles remplissent divers rôles bénéfiques pour l'environnement. Et, dans de nombreuses régions dans le monde, l'industrie forestière se fie aux forêts naturelles pour l'approvisionnement en bois rond et autres matières premières, même si une part de plus en plus grande du bois de la planète provient de plantations.

Devant des attentes si élevées, il est important que nos stratégies soient cohérentes et qu'elles intègrent de nombreux groupes d'intérêt différents, et ce, dans le but de favoriser la conservation et la gestion durable des forêts. Les forêts ont un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration de nouvelles approches du développement rural, dans le Nord comme dans le Sud. Leur utilisation judicieuse nous aidera à atteindre deux objectifs du développement de l'ONU pour le Millénaire : réduire la pauvreté extrême et la faim, et assurer la durabilité de l'environnement.

Dans le présent document, nous nous penchons sur l'ampleur de la crise que nous connaissons à l'heure actuelle au chapitre de l'utilisation des forêts et des terres, et nous proposons aux politiciens, aux décideurs et aux chercheurs de collaborer, dans l'intérêt des gens et de la nature.

5. LES FORÊTS SONT DES ÉLÉMENTS ESSENTIELS DU BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS. EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE DU NORD, ET DE PLUS EN PLUS ÉGALEMENT DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, LES FORÊTS SONT PLUS VALORISÉES POUR LEUR BEAUTÉ QUE POUR LEUR POTENTIEL EN TANT QUE SOURCE DE MATIÈRES PREMIÈRES, EN PARTICULIER PAR LA MAJORITÉ DE LA POPULATION URBAINE, QUI DOMINE POLITIQUEMENT.

6. LA BIODIVERSITÉ EST ESSENTIELLE POUR LA SURVIE DES HUMAINS. DE NOMBREUX LIENS EXISTENT ENTRE LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS ET LA DYNAMIQUE DES ÉCOSYSTÈMES FORESTIERS. LA BIODIVERSITÉ EST PROBABLEMENT UN IMPORTANT FACTEUR DE RALENTISSEMENT DE LA PROPAGATION DES MALADIES, EN PARTICULIER DES MALADIES TRANSMISES PAR UN VECTEUR SPÉCIFIQUE, COMME LA MALARIA.

7. 1,1 MILLIARD DE PERSONNES VIVENT AVEC MOINS D'UN DOLLAR US PAR JOUR ET PRÈS DE 840 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT DE MALNUTRITION. LA PAUVRETÉ SE MANIFESTE D'UN GRAND NOMBRE DE FAÇON : PÉNURIE D'EMPLOIS DÉCENTS, REVENUS FAIBLES OU INEXISTANTS, MAUVAIS ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ ET À L'ÉDUCATION ET EXCLUSION DES PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS. PRESQUE LA MOITIÉ DE LA POPULATION DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE VIVENT AVEC MOINS D'UN DOLLAR PAR JOUR, COMME LE FONT UN TIERS DES HABITANTS DU SUD ASIATIQUE.

Améliorer les moyens de subsistance et favoriser le bien-être des personnes



8.

8. LES TROIS QUARTS DES PERSONNES CONSIDÉRÉES COMME ÉTANT EXTRÊMEMENT PAUVRES – SOIT QUELQUE 900 MILLIONS DE PERSONNES – VIVENT EN ZONE RURALE. ON COMPTE DANS CE SEGMENT DE LA POPULATION DES MANŒUVRES SALARIÉS, DES AGRICULTEURS MARGINAUX QUI NE POSSÈDENT PAS DE TERRES ET LA MAJORITÉ DES AUTOCHTONES. LES ARBRES SONT SOUVENT D'UNE IMPORTANCE VITALE POUR LES POPULATIONS PAUVRES QUI OCCUPENT LES ZONES RURALES.

ENJEUX CLÉS

* Ils sont, dans les pays en développement, au moins 1,2 milliard à utiliser les arbres sur des fermes, ou à gérer les îlots de forêts restants, pour se nourrir et gagner leur pain. Le degré de dépendance à l'égard des forêts et des arbres varie d'un endroit à l'autre et d'une période à l'autre. On estime que jusqu'à 350 millions des gens qui vivent dans des forêts denses, ou à proximité de celles-ci, en dépendent considérablement pour subvenir à leurs besoins ou comme source de revenu. Il y a en outre 60 millions d'indigènes qui dépendent presque entièrement des forêts naturelles.

* Des changements considérables se sont produits ces dernières années au chapitre de la nature et de l'envergure des industries axées sur les forêts. Il s'est opéré un virage graduel dans l'activité de ces industries, en particulier dans la production de fibres ligneuses : l'accent est passé des forêts naturelles aux plantations, et des pays industrialisés aux pays en développement, souvent grâce aux capitaux étrangers.

* Jusqu'à 60 millions de gens travaillent dans l'industrie de la foresterie et du bois. Le nombre d'emplois dans les industries de l'exploitation forestière à grande échelle et les industries connexes diminue dans le Nord et dans de nombreux pays du Sud. Par opposition, le secteur de l'exploitation à petite échelle et le secteur non structuré, qui comprend également des ouvriers occasionnels et des travailleurs indépendants, prennent de plus en plus d'importance, tant pour les emplois qu'ils créent que pour leur apport dans l'économie rurale.



9.

9. LE BAMBOU EST SOUVENT UTILISÉ COMME SUBSTITUT DU BOIS POUR LA FABRICATION DE PRODUITS INDUSTRIELS À VALEUR AJOUTÉE TELS QUE LES PÂTES À PAPIER, LES PAPIERS, LES PANNEAUX, LES PIÈCES DE TOITURE, LE CHARBON DE BOIS ET LES VÊTEMENTS. ON PEUT ÉGALEMENT L'UTILISER POUR LA CONFECTION D'ARTICLES TRADITIONNELS ET LES JEUNES POUSSES SONT PAR AILLEURS COMESTIBLES. LE BAMBOU EST SOUVENT UN ÉLÉMENT IMPORTANT DES ÉCONOMIES RURALES. LA PRODUCTION ET LE TRAITEMENT DU BAMBOU EMPLOIENT PAR EXEMPLE PLUS DE 5 MILLIONS DE PERSONNES EN CHINE.



10.

10. AGROSYLVICULTURE PRÈS DE SOLAN, HIMACHAL PRADESH, DANS LE NORD DE L'INDE. DANS DES PAYSAGES TELS QUE CELUI-LÀ, LES ARBRES PROCURENT DES FRUITS, DES NOIX, DU BOIS DE CONSTRUCTION, DU BOIS DE CHAUFFAGE ET DU FOURRAGE POUR LE BÉTAIL. ILS AIDENT À SATISFAIRE LES BESOINS DE SUBSISTANCE ET PERMETTENT FRÉQUEMMENT AUX FAMILLES QUI TRAVAILLENT DANS L'AGRICULTURE D'OBTENIR UN REVENU. ILS CONTRIBUENT ÉGALEMENT À PRÉVENIR L'ÉROSION DES SOLS ET À PRÉSERVER LEUR PRODUCTIVITÉ.

✱ Dans le monde en développement, le secteur de l'exploitation forestière et les secteurs connexes offrent des conditions d'emploi, de travail et de vie qui sont très souvent mauvaises et non réglementées.

✱ Les grandes entreprises forestières à forte intensité de capital comme celles qui produisent les pâtes et papier – l'un des produits essentiels de la vie – exigent relativement peu de main d'œuvre. Par contre, les petites et moyennes entreprises de l'industrie forestière offrent de nombreux emplois, et elles ont la capacité de rehausser considérablement les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et des paysans sans terre. L'emploi indirect créé par les petites et moyennes entreprises n'est souvent pas reconnu, ou s'il l'est, il n'est pas reconnu à sa pleine valeur.

✱ Le bois de chauffage est responsable de près de la moitié des arbres coupés dans le monde, et cette demande devrait croître, en particulier en Afrique et en Asie. La production, le commerce et le transport du bois de chauffage et du charbon sont des activités bien établies dans de nombreux pays. Elles sont surtout menées par des entreprises locales, qui font travailler un grand nombre de gens.

✱ L'agroforesterie, qui prévoit l'intégration des arbres dans la production agricole à l'échelon des fermes, utilise un vaste territoire et s'appuie sur une longue tradition dans de nombreuses régions de la planète. Les arbres procurent un revenu grâce à la vente de bois, de fruits et autres produits. Ils fournissent aussi des remèdes et des fibres, souvent récoltés par les femmes, et ils constituent une source d'alimentation importante pour le bétail en période de sécheresse. Les arbres des terres agricoles contribuent dans une large mesure à la productivité des petites et moyennes exploitations agricoles de même qu'au bien-être des familles pauvres.



11.



12.

11. LA FORESTERIE ET LES INDUSTRIES BASÉES SUR LE BOIS SONT DOMINÉES PAR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. AU BRÉSIL, PAR EXEMPLE, PLUS DE 80 % DES ENTREPRISES QUI PARTICIPENT AUX COUPES, AU TRAITEMENT PRIMAIRE ET À LA FABRICATION DES MEUBLES EMPLOIENT MOINS DE 10 PERSONNES. DANS L'UNION EUROPÉENNE, PLUS DE 90 % DES ENTREPRISES DE CE SECTEUR EMPLOIENT MOINS DE 20 PERSONNES.

12. LA PRODUCTION ET LE COMMERCE DE BOIS DE CHAUFFAGE ET DE CHARBON DE BOIS OFFRENT DES MILLIONS D'EMPLOIS. RIEN QU'EN INDE, CE SECTEUR EMPLOIE JUSQU'À 3 MILLIONS DE PERSONNES; À DAR ES SALAAM, 125 000 DE PERSONNES TRAVAILLENT DANS LE SECTEUR DU BOIS DE CHAUFFAGE ET DU CHARBON DE BOIS. ON PRÉVOIT QUE LA DEMANDE DE CHARBON DE BOIS VA AUGMENTER DE 25 % D'ICI À 2010.



13.

13. LES TERRAINS BOISÉS COUVRENT 19 % DE LA SUPERFICIE TOTALE DU TERRITOIRE MUNICIPAL DE 26 VILLES EUROPÉENNES, CE QUI REPRÉSENTE PRÈS DE 100 M² DE BOISÉ PAR HABITANT. EN AMÉRIQUE LATINE, LA MOYENNE PAR HABITANT NE VARIE PAR CONTRE QU'ENTRE 7 ET 11 M² DE BOISÉ PAR HABITANT. CE N'EST PAS SEULEMENT LA SURFACE DES ESPACES VERTS URBAINS QUI EST IMPORTANTE MAIS ÉGALEMENT LA FACILITÉ D'ACCÈS À DE TELS ESPACES. IDÉALEMENT, TOUS LES RÉSIDENTS DEVRAIENT AVOIR ACCÈS À CES ESPACES VERTS ET POUVOIR LES UTILISER.

✪ De nombreux petits agriculteurs dépendent des arbres et des produits de la forêt qui se trouvent sur des terres publiques pour subvenir à leurs besoins, pour gagner leur pain, pour nourrir leur bétail et autres dotations agricoles. Les terres publiques sont particulièrement importantes pour les familles sans terre, et surtout pour les plus pauvres des régions rurales. De plus en plus d'arbres sont plantés sur des terres publiques et privées, dans le cadre d'ententes de tenure de toutes sortes. Les forêts secondaires et les forêts dégradées constituent également des ressources précieuses dans les collectivités rurales.

✪ Les produits forestiers non ligneux sont d'une importance vitale pour des millions d'habitants dans les régions rurales, surtout comme moyens de subsistance et comme sources de consommation. Toutefois, le commerce de produits forestiers non ligneux, qui ont une plus grande valeur commerciale, est rarement pris en compte dans les statistiques officielles. Le marché des produits forestiers non ligneux tend à être mal développé, et ce sont les commerçants urbains, et non les exploitants ruraux, qui semblent s'approprier la grande part des bénéfices.

✪ Les forêts ont souvent une valeur du point de vue culturel, et elles contribuent au bien-être et à la santé des personnes. Dans certaines régions du monde, elles gagnent en popularité pour la pratique d'activités récréatives, en particulier près des grands centres urbains.

ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

- Les décideurs sont de plus en plus nombreux à reconnaître que les forêts et les arbres peuvent contribuer grandement à favoriser la prospérité de la société et à réduire la pauvreté dans les régions rurales. Les gouvernements devraient encourager et appuyer la gestion durable de toutes les forêts de même que des ressources qu'elles contiennent. Les décideurs devraient promouvoir la participation active des collectivités rurales au moment de déterminer l'utilisation et la gestion qui seront faites des ressources naturelles.
- Pour pouvoir assurer le développement durable des régions rurales, il faudra fournir à long terme des soins de santé de base, un système d'enseignement et une infrastructure qui soient adéquats.
- Il est primordial d'accroître le nombre d'emplois à l'extérieur des fermes de même que la productivité agricole est essentielle, si l'on veut développer les régions rurales et réduire la pauvreté. Les stratégies que nous adoptons doivent favoriser le développement des petites et moyennes entreprises forestières. Les gouvernements pourraient notamment encourager la coopération et les partenariats entre les petits producteurs et entre les producteurs et les entreprises de transformation, et les aider à perfectionner leurs compétences en gestion d'entreprise.
- En permettant aux petits exploitants d'avoir plus facilement accès au marché, nous pourrions rehausser les moyens de subsistance des nombreuses personnes qui utilisent les forêts et leurs arbres. Pour y arriver, il faudrait réduire la paperasserie, fournir de meilleurs renseignements sur le marché, investir des capitaux dans l'infrastructure et accroître le pouvoir de négociation des petites producteurs et des entreprises de transformation de petite taille. Les gouvernements pourraient en outre aider à améliorer les mécanismes de production du bois et des produits forestiers non ligneux, en vue d'en rehausser la valeur sur le marché.
- Les politiques doivent favoriser et encourager la création de marchés dans les services environnementaux liés aux forêts de sorte qu'ils puissent entraîner de véritables avantages en fait de moyens de subsistance pour les habitants des régions rurales. Il s'agit là d'une tâche à long terme, qui fera appel à tout un éventail d'interventions, de la création d'établissements chargés de lier les acheteurs et les vendeurs à la réduction des coûts des transactions pour les petits exploitants agricoles.
- Il conviendrait de prêter une attention beaucoup plus grande à améliorer la sécurité et la santé des ouvriers de la forêt, les hommes comme les femmes, et à faire en sorte qu'ils bénéficient d'une formation et d'une supervision adéquates.
- Dans la mesure du possible, les gouvernements doivent s'assurer que les collectivités rurales aient accès aux terres publiques. Il convient de régler les conflits concernant les tenures qui opposent les collectivités rurales et les gouvernements.
- Les gouvernements doivent reconnaître l'importance des forêts secondaires et des forêts dégradées, qui fournissent bois et produits non ligneux à une forte proportion de la population rurale, qui bénéficient l'environnement et qui en favorisent la durabilité.
- Les établissements de recherche et de développement dans le domaine des ressources forestières doivent se pencher davantage sur les forêts secondaires et les arbres à l'extérieur des forêts, y compris les plantations qui appartiennent aux petits exploitants agricoles.
- Les décideurs doivent réaliser d'autres travaux de recherche et ils ont besoin de données supplémentaires sur les produits forestiers non ligneux, du fait notamment que ces produits jouent un rôle considérable dans la satisfaction des besoins de subsistance – surtout chez les femmes – et dans le développement des régions rurales. Les programmes d'études sur la foresterie devraient comprendre un volet qui traite de ces produits.

La préservation d'écosystèmes sains



14. LES PLANTATIONS GÉRÉES DE MANIÈRE INTENSIVE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS TROPICAUX ET SUBTROPICAUX EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, FOURNIRONT PROBABLEMENT PLUS DE 60 % DE TOUT LE BOIS ROND INDUSTRIEL PRODUIT SUR L'ENSEMBLE DU GLOBE D'ICI 2050, ET REPRÉSENTERONT ENTRE 5 ET 10 % DE LA SUPERFICIE BOISÉE GLOBALE ACTUELLE.

ENJEUX CLÉS

*On ne peut pas étudier les forêts en dehors de leur contexte. La santé des autres écosystèmes, et des collectivités humaines, est souvent liée à la santé des sols forestiers. Les forêts contribuent à la stabilisation des sols, elles ont une incidence notable sur le climat, elles régulent le débit et la qualité de l'eau douce et offre un habitat à de nombreuses espèces, lesquelles, à leur tour, contribuent à assurer la santé des écosystèmes.

*Maintes fois, les décideurs ont élaboré des politiques en ne tenant pas compte des liens complexes qui unissent les forêts, les autres écosystèmes et les activités humaines. Ces dernières années toutefois, certains pays se sont mis à adopter de nouvelles approches pour aménager leur territoire, des approches qui réunissent toute une panoplie d'intérêts divers. Pour suivre l'évolution des besoins de notre société et de l'environnement, les experts-forestiers doivent apporter des solutions locales aux problèmes locaux.

14.



15.



16.



17.

*La dégradation des forêts et des autres écosystèmes constitue un problème majeur dans de nombreuses régions de la planète. La diminution de la productivité des terres qui découle de l'érosion nuit à toutes les activités rurales. La plantation d'arbres y a été pour beaucoup dans l'amélioration de la productivité et dans le rétablissement des terres dégradées dans des pays comme l'Inde, la Chine, la République de Corée et le Chili.

*Les plantations d'arbres sont des forêts, mais elles ne sauraient remplacer les forêts naturelles. Les plantations fournissent une part croissante de bois industriel, et elles revêtent également une importance pour l'approvisionnement en bois dans les régions.

*Les plantations ont occasionné des dommages sur les plans environnemental et social, et les conséquences sont évidentes à certains endroits, sans compter que, parce qu'elles sont venues remplacer des forêts naturelles, elles ont eu pour effet de réduire considérablement la biodiversité. Les plantations tendent à causer des dommages lorsqu'elles sont établies aux mauvais endroits et qu'elles sont mal gérées. Toutefois, dans d'autres situations, les plantations et les arbres plantés ont contribué à remettre en état des terres dégradées et assuré une source de revenus aux habitants locaux.

15. TRENTE-TROIS PAYS COMPTENT MOINS DE 5 % DE FORÊTS SUR L'ENSEMBLE DE LEUR TERRITOIRE ET PARMIS CES PAYS, TREIZE ONT MOINS DE 1 % DE LEUR SUPERFICIE BOISÉE. LES ARBRES SONT TRÈS UTILISÉS SUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES, DANS DES PAYS COMME LE YEMEN, POUR OBTENIR DU BOIS ET DES PRODUITS NON LIGNEUX TELS QUE DU FOURRAGE POUR LES BÊTES. LES ARBRES CONTRIBUENT ÉGALEMENT À MAINTENIR LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ET À PRÉVENIR L'ÉROSION.

16. CHAQUE ANNÉE, QUELQUE 14,6 MILLIONS D'HECTARES DE FORÊT – SOIT UNE SURFACE PLUS ÉTENDUE QUE LA GRÈCE – SONT COUPÉS À BLANC OU CONVERTIS POUR UNE AUTRE UTILISATION DES TERRES. CE N'EST PAS SEULEMENT LES PAUVRES QUI PERDENT LORSQUE LES FORÊTS SONT INUTILEMENT DÉTRUITES : LES TERRAINS BOISÉS OFFRENT DES POSSIBILITÉS QUI BÉNÉFICIENT À TOUS ET PARTOUT. LA DÉFORESTATION DEVRAIT DONC À TOUT PRIX ÊTRE ÉVITÉE!

17. LES INCENDIES DE FORÊTS PEUVENT AVOIR DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES SUR LES FORÊTS ET SUR LES COMMUNAUTÉS. TOUTEFOIS L'INTERRUPTION DU CYCLE NATUREL DES INCENDIES DE FORÊTS DANS LES ÉCOSYSTÈMES ADAPTÉS À DE TELS FEUX, TELS QUE CELUI-CI EN COLOMBIE-BRITANNIQUE (CANADA), PEUT NÉANMOINS ENTRAÎNER UNE ACCUMULATION DE MATÉRIAUX COMBUSTIBLES ET AUGMENTER LES RISQUES D'UN INCENDIE CATASTROPHIQUE. ICI, LES FORESTIERS ONT FAIT USAGE DE FEUX DE SURFACE POUR RÉDUIRE LA CHARGE DE COMBUSTIBLE.



18.

18. LES MONOCULTURES INTENSIVES D'EUCALYPTUS EXOTIQUES SUR DES TERRAINS AGRICOLES RECONVERTIS SONT FACILEMENT CONSIDÉRÉES COMME ÉTANT DES PLANTATIONS MAIS LES CULTURES D'ENRICHISSEMENT EMPLOYANT DES ESSENCES INDIGÈNES SUR DES FORÊTS EXPLOITÉES SONT PLUS DIFFICILES À CLASSER. DANS LES FORÊTS TEMPÉRÉES OU BORÉALES, À CROISSANCE LENTE, UN BOISÉ PLANTÉ SEMI-NATUREL TEL QUE CELUI MONTRÉ ICI PEUT DEVENIR IMPOSSIBLE À DISTINGUER D'UN BOISÉ NATUREL APRÈS QUELQUES DÉCENNIES.

✱De plus en plus, les vastes plantations établies comme source d'approvisionnement de produits ligneux industriels sont composées de matériel végétal génétiquement amélioré. Les gains de productivité sont réalisés en partie au détriment du fond génétique, qui s'en trouve réduit. Il peut s'ensuivre un accroissement du risque d'épidémies de parasites et de maladies.

✱La création d'arbres génétiquement modifiés a soulevé tout un tollé. Ceux qui sont en faveur soutiennent que les arbres modifiés pourraient permettre d'améliorer le taux de croissance, favoriser la résistance contre les parasites et rendre les activités de transformation moins nuisibles sur le plan de l'environnement. Ceux qui s'y opposent craignent que les génomes artificiels n'influent défavorablement sur les écosystèmes indigènes. La question n'est pas encore tranchée.

✱Les stratégies de conservation sont souvent prises de toute urgence, en réaction à la disparition rapide d'un habitat. Quand les stratégies visent exclusivement les aires protégées et laissent de côté le paysage élargi, elles risquent de ne pas atteindre les buts escomptés. Une telle situation est attribuable à plusieurs facteurs. Le manque de ressources et de politiques se traduira souvent par une mauvaise exécution de la loi. Qui plus est, la fragmentation de l'habitat, et l'absence de corridors biologiques pour relier des secteurs à forte biodiversité, entraînent souvent la disparition d'espèces animales et végétales.

ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

- Nous recommandons l'adoption de deux approches directrices pour assurer la gestion durable des forêts. La première consiste à recourir aux critères et aux indicateurs de la gestion durable des forêts qui sont déjà définis par les régimes internationaux. La deuxième vise à assurer une approche écosystémique de la gestion. Même si ces approches visent des buts communs, elles comportent des différences qu'il reste à régler. Quoi qu'il en soit, l'adoption de l'une ou de l'autre de ces approches constitue un pas dans la bonne direction.
- Les politiques en place doivent favoriser la création de marchés bénéfiques aux écosystèmes forestiers. Il faut reconnaître que les marchés peuvent intervenir à plusieurs niveaux – de l'échelon transcontinental (marché du charbon) jusqu'à l'échelon très régional (lorsque les agriculteurs peuvent recevoir une subvention d'une municipalité pour conserver des aires boisées dans un bassin hydrographique).
- La prévention de la désertification et de la dégradation, de même que la remise en état des terres dégradées, doivent constituer une priorité. Les politiques doivent viser à améliorer les conditions ambiantes sur les terres dégradées, par le biais notamment de la plantation d'arbres et de la stabilisation du sol, de même que les conditions sociales qui prévalent dans ces secteurs. Les deux vont souvent de pair.
- Bien souvent, la régénération naturelle peut se faire à peu de frais pour la société. Les politiques et les programmes axés sur les forêts doivent tenir compte de l'importance de la régénération naturelle, de même que de l'importance des forêts secondaires lorsqu'ils proposent de remettre des terres dégradées en état. Il convient pour ce faire d'élaborer et de mettre au point des mécanismes de gestion adéquats.
- Le nombre de plantations industrielles ira en s'accroissant, en particulier dans le monde en développement. Il faudrait toutefois décourager fortement le défrichement des forêts primaires ou d'autres écosystèmes naturels au profit de la gestion intensive des plantations.
- Il convient de tenir dûment compte des questions d'ordre environnemental au moment de planifier et de gérer les plantations. L'accent doit être mis sur la création de plantations favorables à la biodiversité, qui sont composées d'un mélange d'espèces, qui préservent et rehaussent les îlots de forêts indigènes restants, et qui réduisent le risque d'épidémies de parasites et de maladies.
- Les stratégies de conservation ne doivent pas s'arrêter aux limites des aires protégées. L'aménagement de corridors biologiques pourrait grandement aider à relier des aires vouées à la conservation. Ces corridors pourraient être constitués d'une mosaïque de terres agricoles, y compris des secteurs où se pratiquent l'agroforesterie ou d'autres types d'exploitation agricole intégrée, de même que des îlots de végétation naturelle.
- Les experts-forestiers et les autres spécialistes de l'aménagement du sol doivent diversifier leurs compétences et réfléchir de manière plus créative à la gestion des terres. La conciliation des intérêts contradictoires ne saurait se faire sans la participation directe des collectivités locales à la gestion de l'utilisation des terres. De bonnes aptitudes à la communication sont donc de mise.

Intégration de la foresterie à d'autres secteurs



19.

19. AU COURS DES 30 PROCHAINES ANNÉES, LA POPULATION MONDIALE AUGMENTERA DE 2 MILLIARDS DE PERSONNES. CELA SIGNIFIE QUE 120 MILLIONS D'HECTARES DE TERRES SUPPLÉMENTAIRES SERONT REQUISES POUR PRODUIRE LA NOURRITURE NÉCESSAIRE CORRESPONDANTE. IL EST DONC ESSENTIEL DE METTRE EN ŒUVRE UNE COOPÉRATION RAPPROCHÉE ENTRE LES DIFFÉRENTS SECTEURS ET D'ADOPTER UNE APPROCHE INTÉGRÉE POUR LA GESTION DES TERRES.

ENJEUX CLÉS

*De plus en plus, les forêts doivent faire face à des exigences d'ordre économique, social et environnemental. Nombreux sont les problèmes de nature socioéconomique qui découlent directement des conflits opposant divers secteurs d'activité. Par exemple, les activités minières entraînent souvent l'exploitation des forêts par les ouvriers forestiers et les colonisateurs; les plantations sont souvent établies sur les terres qui servaient auparavant à des paysans et à des cultivateurs pratiquant une agriculture itinérante. Nombre de ces conflits pourraient être évités s'il y avait une meilleure intégration entre les divers secteurs qui entrent en jeu.

*Il nous faut donc une approche mieux intégrée pour la gestion des terres. Pour trouver une solution aux conflits, les divers secteurs doivent coordonner leurs activités et réunir une vaste gamme d'intérêts divers.

*La moitié environ de la population de la planète vit maintenant dans des zones urbaines, et la quasi-totalité de la croissance démographique que nous connaissons dans les décennies à venir se concentrera dans les petites et grandes villes. L'empiètement des secteurs urbains sur les bonnes terres agricoles et l'usage des terres agricoles pour la production de cultures d'exportation ou pour le bétail ont donné inévitablement lieu à des conflits relativement à l'usage des terres loin des centres où vit la population. Cette situation laisse entendre que les décideurs doivent tenir compte des effets indirects, comme des effets directs, de toute activité d'aménagement.



20.

20. PAYSAGE MIXTE DANS LES COLLINES NANDI, AU KARNATAKA, EN INDE, AVEC DES VESTIGES DE FORÊT NATURELLE AU PREMIER PLAN, DES RANGÉES PLANTÉES DE DIVERSES ESSENCES PLUS LOIN ET DES PLANTATIONS D'ARBRES POUR FAIRE DES POTEAUX À L'ARRIÈRE PLAN.



21.



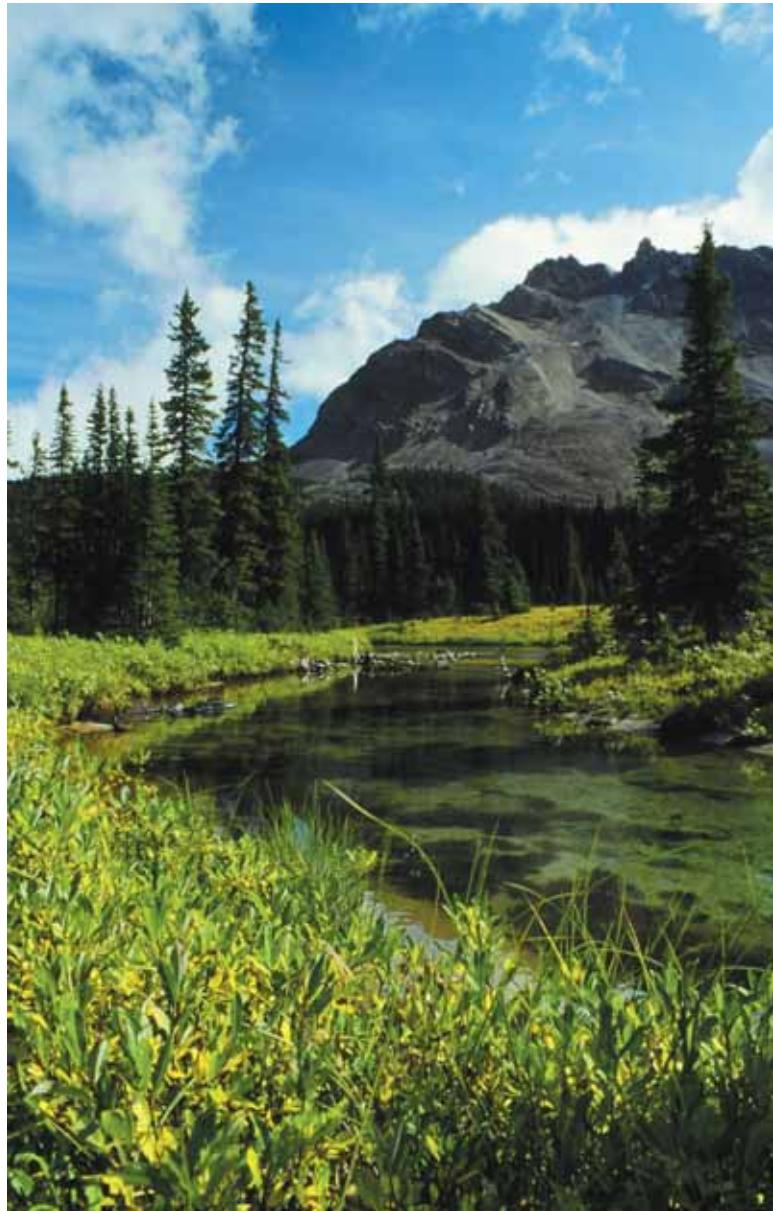
22.

21. DES PÂTURAGES ACTIFS OU ABANDONNÉS DOMINENT LE PAYSAGE SUR DE GRANDES ÉTENDUES DU BASSIN AMAZONIEN BRÉSILIEN. LE BOOM DE LA VIANDE DE BŒUF A ENGENDRÉ PRÈS DES QUATRE CINQUIÈMES DE LA DÉFORESTATION AU COURS DES 25 DERNIÈRES ANNÉES, SOIT UNE SURFACE ÉQUIVALENTE AU TERRITOIRE DE L'ALLEMAGNE. À SAO FELIX DE XINGU, DANS L'ÉTAT DU PARÁ, ON COMPTAIT ENVIRON 22 000 TÊTES DE BÉTAIL EN 1980. ON EN COMPTE AUJOURD'HUI PRÈS D'UN MILLION. CHAQUE TÊTE DE BÉTAIL SUPPLÉMENTAIRE ENTRAÎNE GROSSO MODO LA DESTRUCTION D'UN HECTARE DE FORÊT. LA PRODUCTION DE BŒUF CONTINUE À AUGMENTER. ...GM SE RENSEIGNERA AUPRÈS DE SEBATIOA POUR LES ACCENTS.

22. JUSTE UN PEU PLUS DE LA MOITIÉ DES FORÊTS DE LA PLANÈTE SE TROUVENT À MOINS DE 10 KM D'UNE IMPORTANTE VOIE DE TRANSPORT. DANS LA PLUPART DES PAYS, LA PRODUCTION COMMERCIALE DE BOIS EST L'UTILISATION DOMINANTE DE LA FORÊT ET SON INTÉGRATION À D'AUTRES ACTIVITÉS LIÉES À LA FORÊT CONSTITUE UN VÉRITABLE DÉFI. UNE TELLE INTÉGRATION POURRAIT NÉCESSITER LA CRÉATION DE ZONES TAMPONS LE LONG DES ROUTES OU DES LACS POUR CONSERVER LES VALEURS ESTHÉTIQUES DE LA FORÊT.

✱Les décideurs négligent souvent de prêter suffisamment attention au sens que donne la FAO à l'expression « autres terres boisées », qui comprend le miombo, la savane et la région du cerrado. Ces régions sont utilisées par des agriculteurs, des pasteurs, des mineurs et autres. Elles représentent 10 p. 100 des terres émergées de la planète et elles fournissent une part considérable du bois d'œuvre, du bois de chauffage et de divers produits non ligneux, qui sont tous importants pour la subsistance et le bien-être dans les régions. Elles remplissent aussi divers rôles qui sont bénéfiques pour l'environnement.

23. CE COURS D'EAU CANADIEN SAUVAGE OFFRE UN HABITAT IMPORTANT POUR LE FRAI ET LA CROISSANCE DES SALMONIDÉS. LORSQUE LA VÉGÉTATION SUR LES RIVES DU COURS D'EAU EST DÉTRUITE LORS DE COUPES FORESTIÈRES OU D'AUTRES ACTIVITÉS HUMAINES, LE POISSON EN PÂTIT SYSTÉMATIQUEMENT. C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE LES SECTEURS DE LA FORESTERIE ET DE LA PÊCHE ONT BESOIN D'ADOPTER UNE APPROCHE INTÉGRÉE POUR LA GESTION DES TERRES.



23.



24.

24. EN TANZANIE, LES AGRICULTEURS RÉCOLTENT DU MIEL ET D'AUTRES PRODUITS FORESTIERS PROVENANT DES TERRAINS BOISÉS DU « MIOMBO » QUI LEUR PERMET DE GAGNER JUSQU'À 1 050 \$US PAR AN ET PAR HECTARE. AU NIVEAU NATIONAL, LA VALEUR DES FORÊTS EST ESTIMÉE À 750 \$US PAR HECTARE. CELA REFLÈTE LA VALEUR DES REDEVANCES ET DES REVENUS PROVENANT DES EXPORTATIONS ET DU TOURISME LIÉ À LA FORÊT.

25. DANS DE NOMBREUX PAYS, LES LOIS ET LES RÈGLEMENTS LOCAUX EXIGENT QUE SOIENT RESTAURÉS LES SECTEURS QUI ONT ÉTÉ DÉGRADÉS PAR DES ACTIVITÉS TELLES QUE CELLES LIÉES À L'EXPLOITATION DES MINES OU DES CARRIÈRES. CE PROCESSUS PERMET À LA FORESTERIE DE VENIR COMPENSER LES EFFETS DE CERTAINES AUTRES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES. ICI, DES PINS SONT UTILISÉS POUR REMETTRE EN ÉTAT LE SOL DÉGRADÉ D'UN SECTEUR D'EXTRACTION DU CHARBON À LAUSATIA, DANS L'EST DE L'ALLEMAGNE.



25.

✱Les nombreuses définitions – et opinions – différentes qui ont été données aux forêts, aux forêts artificielles, aux plantations et aux terres boisées ont inévitablement causé une certaine confusion dans la planification et la gestion du paysage. En d'autres mots, il est souvent difficile de comparer des régions, même dans un seul pays, ce qui donne lieu à encore plus de confusion et à des conflits au chapitre de l'analyse et de la stratégie.

ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

- Pour arriver à assurer le développement durable des forêts, il faut une bonne coordination entre les divers secteurs. Les politiques en matière d'agriculture, de foresterie et autres usages des terres doivent être uniformes et compatibles, et elles doivent être formulées de manière à tenir dûment compte des avantages que présentent les forêts et les arbres sur les plans économique, environnemental et social. Une telle coordination est nécessaire au niveau de la politique internationale de même qu'entre les organismes nationaux.
- Pour pouvoir concevoir et mettre en oeuvre des politiques bien coordonnées, il faut que les nouveaux intervenants intersectoriels se dotent des capacités nécessaires et qu'ils fassent preuve d'innovation.
- Diverses initiatives qui font appel à la participation des intervenants et des collectivités ont été mises au point pour coordonner les activités de divers secteurs et régler les conflits d'intérêt, à l'échelon tant local que national. D'inspiration canadienne, le concept de forêt modèle en est un exemple. L'approche de gestion adaptative en collaboration, lancée par le Center for International Forestry Research (CIFOR), en est un autre. Il faudrait s'attacher à adopter des approches de ce genre.
- Les forêts artificielles devraient toujours être vues comme des parties intégrantes du paysage humain et naturel. Les politiques doivent tenir compte de l'interdépendance entre ce type de forêts et les autres éléments du paysage, et favoriser la synergie entre tous ces éléments.
- L'aménagement du territoire doit faire intervenir tous les agents et favoriser l'adoption de programmes locaux et régionaux. Il faut mettre l'accent sur la diversification des usages, plutôt que sur la monoculture, de même que sur les interactions entre les divers usages fonciers qui sont faits dans un même paysage.
- Les établissements de recherche devraient contribuer plus efficacement à la création de partenariats entre les divers secteurs. Il faut viser à accroître le nombre de projets de collaboration entre la science et la politique.

Se partager les bienfaits que procurent les forêts et les arbres



26.

26. UNE BONNE INTERACTION ENTRE LES PERSONNES INTÉRESSÉES PAR LES FORÊTS EST UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DE TOUTE GESTION EFFICACE ET DE TOUTE RÉOLUTION DE CONFLIT CONCERNANT LES RESSOURCES NATURELLES. LES PROFESSIONNELS DE LA FORESTIERIE DOIVENT ÊTRE D'EXCELLENTS COMMUNICATEURS ET BIEN CONNAÎTRE CERTAINES TECHNIQUES. L'IMAGE MONTRE L'ÉVALUATION D'UN BOISÉ EN ÉTHIOPIE.

ENJEUX CLÉS

*Les forêts procurent des bienfaits considérables sur les plans économique, social et environnemental pour tout un éventail de groupes; les ménages et les collectivités qui se servent de produits forestiers, les entreprises d'exploitation forestière et de fabrication de produits forestiers, les gouvernements locaux et nationaux, les groupes de promotion de la conservation et des loisirs, pour ne nommer que les plus évidents. De plus, la société dans son ensemble profite des bienfaits que procurent les forêts pour l'environnement.

*Il faut dire toutefois que ces bienfaits ne sont souvent pas partagés équitablement : les processus politiques et les stratégies de gestion forestière interdisent souvent l'utilisation et l'accès à de nombreux intervenants qui jugent avoir, ou qui devraient avoir, une participation dans les forêts. Par exemple, les collectivités locales se trouvent souvent exclues de secteurs qu'elles utilisaient auparavant en raison des activités d'aménagement ou des activités commerciales qui s'y déroulent ou du fait de lois en matière de conservation qui sont prises.



27.



28.

*Les modes de propriété, les droits d'accès et les régimes fonciers en place déterminent en grande partie qui bénéficie de la forêt – et qui est perdant. Quand il s'agit de droits de propriété ou de régimes fonciers, personne n'a tort ni raison.

*Les liens qui existent entre les sociétés indigènes et les forêts se fondent souvent sur le droit coutumier, lequel n'est pas reconnu dans les états modernes. Cette situation a souvent donné lieu à des conflits avec les autorités. Il est toutefois possible de mettre au point des mécanismes de gestion qui reconnaissent toute la gamme d'usages et d'intérêts traditionnels, tout en assurant le développement durable de la forêt.

27. LA PAUVRETÉ NE PEUT ÊTRE RÉDUITE QU'EN AUGMENTANT LA PRODUCTIVITÉ ET L'EMPLOI. L'ACCENT DOIT ÊTRE CLAIREMENT MIS SUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES À L'EMPLOI ET LA DISTRIBUTION ÉQUITABLE DE L'ACCÈS AUX TERRES, AUX BIENS, AUX RESSOURCES FORESTIÈRES, AUX PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION ET À L'INFORMATION.

28. LES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES SONT LIÉES À L'IDENTITÉ SOCIALE ET CULTURELLE DES COMMUNAUTÉS. LA CONSOLIDATION DES DROITS TRADITIONNELS OU COLLECTIFS DE CES COMMUNAUTÉS POUR CE QUI EST DE L'ACCÈS AUX TERRES ET AUX RESSOURCES ET LA RECONNAISSANCE DES DROITS COUTUMIERS LOCAUX CONTRIBUERONT À LA PROTECTION ET LA MISE EN VALEUR DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES.



29.

29. D'ICI 2010, LA COMMISSION EUROPÉENNE COMPTE TRIPLER LA QUANTITÉ D'ÉNERGIE EXTRAITE DE LA BIOMASSE PAR L'UNION EUROPÉENNE, EN UTILISANT PAR EXEMPLE DES MORCEAUX DE BOIS SEMBLABLES À CEUX-CI. SI ELLE Y PARVIENT, LES COMBUSTIBLES ISSUS DE LA BIOMASSE REPRÉSENTERONT 8,5 % DE L'ÉNERGIE TOTALE CONSOMMÉE. L'ACCENT MIS SUR LA PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUELEBLE À PARTIR DES FORÊTS POURRAIT ÉGALEMENT AIDER LES PAYS EUROPÉENS À ATTEINDRE LES CIBLES QU'ILS SE SONT FIXÉES DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE KYOTO EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE. CELA POURRAIT ÉGALEMENT CONTRIBUER À CRÉER DES EMPLOIS EN MILIEU RURAL ET À OFFRIR DES REVENUS SUPPLÉMENTAIRES AUX PROPRIÉTAIRES DE FORÊTS.

30. EN FOURNISSANT DES EMPLOIS ET DES REVENUS, LES ACTIVITÉS LIÉES AU TOURISME ET À LA CONSERVATION PEUVENT APPORTER DES BÉNÉFICES RÉELS DANS LES RÉGIONS RURALES. AU KENYA, PAR EXEMPLE, LE SECTEUR TOURISTIQUE RAPPORTE PLUS DE 500 MILLIONS \$ PAR AN ET EMPLOIE 480 000 PERSONNES. LE DÉFI CONSISTE À METTRE EN PLACE DES MÉCANISMES QUI PERMETTENT DE CANALISER LES REVENUS PROVENANT DE CES ACTIVITÉS VERS LES COMMUNAUTÉS RURALES.



30.

✧ L'exploitation illégale de la forêt est un problème majeur dans nombre de pays en développement, en particulier si elle a lieu à grande échelle. Relativement peu de gens en profitent, mais ils sont nombreux à en souffrir. Les collectivités locales sont privées de ressources, les gouvernements sont incapables de tirer des recettes de la récolte de bois, la concurrence déloyale a pour effet de réduire le coût du bois et des parcelles essentielles de l'habitat sont souvent détruites. De plus, l'exploitation illégale de la forêt et le commerce illégal de la faune mènent souvent à des situations de violence et de conflit.

✧ L'exploitation forestière à des fins de subsistance est souvent considérée comme une pratique « illégale », pour la simple raison que la loi l'interdit. Les petits exploitants et les particuliers peuvent aussi se heurter à des obstacles en raison des lourdes formalités administratives à remplir et de l'absence de politiques en matière de développement forestier.

ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

- Comme principe général, les avantages tirés de l'aménagement des zones rurales et de l'exploitation forestière devraient être répartis plus équitablement entre tous les membres de la société. Il faudrait encourager la prise de mesures pour aider les pauvres et les marginaux de la société. La promotion de mécanismes axés sur le marché pourrait aider les habitants locaux à tirer des bénéfices des forêts.
- À l'heure actuelle, les droits de propriété et d'accès aux forêts sont souvent sources de confusion. Il faudrait mettre en place des mécanismes pour déterminer clairement à qui appartient la terre et qui a le droit de s'en servir, en mettant l'accent sur l'habilitation des groupes marginalisés, dont les femmes.
- En intégrant des dispositions pertinentes aux règlements en matière d'octroi de permis d'exploitation forestière et en réduisant les formalités administratives, il serait possible de mettre au point des mécanismes simplifiés à l'intention des entreprises locales d'exploitation forestière de petite taille. Il faudrait toutefois, pour ce faire, une démarche transparente, des règles claires et uniformes et des établissements stables.
- À l'échelle internationale, il faudrait redoubler d'efforts pour limiter le commerce du « bois d'œuvre conflictuel ». Des efforts doivent aussi être déployés pour réprimer les activités forestières illégales comme le commerce de la faune protégée. En élargissant la superficie occupée par les forêts certifiées, on serait mieux en mesure de réduire, voire d'empêcher le commerce de bois d'œuvre illégal.
- Il conviendrait d'élaborer et de mettre en place des mécanismes qui prévoient le versement de fonds en échange de services qui sont bénéfiques à l'environnement. Il s'agirait là d'incitatifs intéressants, qui favoriseraient la gestion durable des forêts et la répartition équitable des profits.
- Les gouvernements devraient reconnaître les droits qu'ont les peuples indigènes de contrôler la terre qu'ils ont traditionnellement considérée comme la leur, et d'y exercer le droit coutumier. Les décideurs doivent envisager de nouvelles façons de voir au partage équitable des profits tirés des activités forestières. On pourrait par exemple créer un fonds fiduciaire qui prévoirait la perception d'un pourcentage des profits tirés de l'utilisation des droits de propriété intellectuelle des gens de la localité, et la répartition ou l'utilisation équitable de ce pourcentage, comme bon leur semble.
- Pour composer avec les exigences d'aujourd'hui, les experts-forestiers et les autres spécialistes doivent non seulement avoir des compétences techniques, mais ils doivent aussi posséder des compétences en médiation et en développement de la capacité. Le développement de la capacité doit promouvoir l'apprentissage chez l'ensemble des intervenants afin qu'ils puissent être en mesure de régler les problèmes complexes liés à la gestion intégrée des ressources. Il faudrait donc que les programmes d'études en foresterie soient dotés de volets traitant de questions sociales, culturelles et économiques, et notamment du savoir traditionnel.

Vers une gouvernance améliorée des forêts



31.

31. LORS DE L'ÉDITION 1992 DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT – LE SOMMET DE LA TERRE DE RIO – LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE S'EST FERMEMENT ENGAGÉE À SOUTENIR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS. PLUSIEURS INITIATIVES CLÉS SONT RESSORTIES DE CE PROCESSUS. LA CONFÉRENCE A PAR EXEMPLE PERMIS D'ÉTABLIR UNE COLLABORATION RÉGIONALE POUR L'ÉLABORATION DE CRITÈRES ET D'INDICATEURS (C. ET I.) POUR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS. ELLE A ÉGALEMENT FAIT LA PROMOTION ET AIDER À LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES SPÉCIFIQUES AU NIVEAU NATIONAL ET LOCAL, TELS QUE L'ÉLABORATION DE PROGRAMMES FORESTIERS NATIONAUX.



32.



33.

ENJEUX CLÉS

✳ Les anciens modèles de gouvernance des forêts, dans le cadre desquels l'État était celui qui prenait les décisions, ne sont plus acceptables dans la plupart des régions du monde. Il est maintenant largement reconnu que, si l'on veut atteindre l'ambitieux objectif qui consiste à assurer la santé des forêts et à répartir toute la gamme des avantages parmi les divers groupes d'intérêt, il faut s'éloigner de l'approche descendante au moment de formuler les politiques, car cette tâche est d'une trop grande complexité.

✳ Les nouveaux modèles de gouvernance accordent une place importante au processus de prise de décision participatif dans la société civile, conférant à l'État le rôle de coordonnateur. Cette façon de procéder consiste à orienter les participants vers la gestion durable des forêts et à les aider à résoudre les conflits plutôt que d'en créer de nouveaux.

32. LA MISE EN ŒUVRE PAR L'UNION EUROPÉENNE DU RÉSEAU NATURA 2000 DE ZONES DE CONSERVATION SUR DES TERRES PRIVÉES A RENCONTRÉ DE VIVES CRITIQUES ET UNE RÉSISTANCE ANIMÉE DE LA PART DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS EUROPÉENS. CES DERNIERS SE SONT SENTIS NÉGLIGÉS PAR LES DÉCISIONS PRISES DE FAÇON CENTRALISÉE ET LES ASSOCIATIONS NATIONALES DE PROPRIÉTAIRES FORESTIERS S'EN SONT TROUVÉES ENCOURAGÉES À ÊTRE MIEUX REPRÉSENTÉES À BRUXELLES.

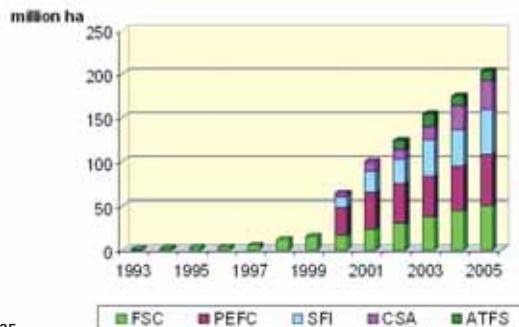
33. LES POPULATIONS RURALES DÉCLINANT EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE DU NORD, LE NOMBRE DE PROPRIÉTAIRES FORESTIERS QUI VIVENT EN VILLE OU QUI S'AVÈRENT ABSENTS AUGMENTENT RÉGULIÈREMENT. CETTE SITUATION POSE UN NOUVEAU DÉFI AUX ACTEURS DU SECTEUR FORESTIER, LEURS BESOINS NE POUVANT PAS ÊTRE SATISFAITS PAR LES MÉCANISMES, LES POLITIQUES ET LES INSTITUTIONS QUI ONT ÉTÉ INITIALEMENT CONÇUS POUR UNE POPULATION AGRICOLE ESSENTIELLEMENT RURALE.



34.

34. DANS UN GRAND NOMBRE DE PAYS, LA PRODUCTION ILLÉGALE DE BOIS EXCÈDE DE LOIN LA PRODUCTION LÉGALE. LA BANQUE MONDIALE ESTIME AINSI QUE LES COUPES ILLÉGALES SE TRADUISENT PAR UNE PERTE ANNUELLE TOTALE DE 10 MILLIARDS \$ US POUR LES PAYS PRODUCTEURS DE BOIS. LA LUTTE CONTRE LE COMMERCE DU BOIS RÉCOLTÉ ILLÉGALEMENT S'EST AVÉRÉE TRÈS DIFFICILE. LA COMMISSION EUROPÉENNE S'EST ENGAGÉE À PRÉPARER UN PLAN D'ACTION EUROPÉEN POUR L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS CONCERNANT LA FORÊT, LA GOUVERNANCE ET LE MARCHÉ, NOTAMMENT DES MESURES VISANT À EMPÊCHER L'IMPORTATION DE PRODUITS FORESTIERS ILLÉGAUX.

35. AU DÉBUT DE 2005, PRESQUE 200 MILLIONS D'HECTARES DE FORÊTS ONT ÉTÉ CERTIFIÉS COMME ÉTANT GÉRÉS DE MANIÈRE DURABLE. BIEN QUE LE SECTEUR DES FORÊTS CERTIFIÉES SE SOIT AGRANDI RAPIDEMENT AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE, IL NE CONCERNE AUJOURD'HUI PAS PLUS DE 4 % DU TOTAL DES FORÊTS DE NOTRE PLANÈTE. PRÈS DE 90 % DES ZONES CERTIFIÉES SE TROUVENT DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS.



35.

*Les participants aux délibérations internationales sur les forêts se sont entendus sur le but de l'objectif global à viser afin d'améliorer la gestion soutenable des forêts. Ils sont d'accord dans l'approche à adopter afin de surveiller, évaluer et rapporter les progrès de la gestion soutenable des forêts en utilisant des critères et des indicateurs nationaux. La mise en œuvre d'un régime gouvernemental et international approprié fait toujours l'objet de négociations politiques.

*En théorie, le processus de décentralisation devrait mener à l'habilitation des gouvernements locaux et à une gestion plus efficace des forêts. Toutefois, trop de programmes de décentralisation ont été gênés par le manque de ressources et de formation, la corruption à de nombreux échelons et la réticence des gouvernements centraux à céder leurs pouvoirs. Il reste néanmoins que certains pays ont accompli des progrès considérables, et que le processus de décentralisation doit se poursuivre.

*La pratique de la foresterie communautaire et la gestion conjointe des forêts ont eu une incidence considérable, et particulièrement en Inde, au Népal et aux Philippines. La foresterie communautaire repose souvent sur les régimes de gestion coutumiers qui existaient avant la prise en charge par l'État des terres forestières. Les établissements locaux pourraient faire une utilisation plus judicieuse des forêts, les gérer de manière plus durable et contribuer plus équitablement aux besoins des habitants que les organismes centraux des gouvernements.

*La cession à la société civile et au secteur privé des droits publics sur les ressources naturelles pourrait avoir pour effet de rendre la gouvernance des forêts plus efficace. Un tel virage peut toutefois entraîner une réduction de la qualité de la gestion des ressources.

*D'ici 2005, 200 millions d'hectares de forêts avaient fait l'objet d'une certification. La certification forestière est un instrument commercial visant à améliorer la gestion des forêts en faisant un rapprochement entre les préoccupations des consommateurs au sujet des enjeux sociaux et de l'environnement et les pratiques exemplaires. Les régimes de certification donnent aux consommateurs – aux gouvernements, aux détaillants et aux particuliers – la garantie que les produits qu'ils achètent proviennent de forêts gérées de façon durable et de manière responsable sur le plan social.



36.

36. ON ESTIME QUE 16 À 28 % DES FORÊTS MONDIALES SONT DANS DES PAYS OÙ SE SONT RÉCEMMENT DÉROULÉS DE VIOLENTS CONFLITS ET OÙ LA GOUVERNANCE APPROPRIÉE DES SECTEURS BOISÉS S'EST EFFONDREE. LES CONFLITS VIOLENTS S'ACCOMPAGNENT D'IMMENSES PERTES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET ONT UN IMPACT SÉRIEUR SUR L'ENVIRONNEMENT.

✱ Depuis de nombreux siècles, c'est le « savoir traditionnel » qui détermine la manière dont des centaines de millions de personnes perçoivent et utilisent les ressources naturelles. La société n'a cependant pas su lier ce savoir des plus utiles aux connaissances « dominantes ». Ceux qui sont au pouvoir possèdent souvent peu de connaissances traditionnelles ou ils estiment qu'elles n'ont pas beaucoup de valeur.

✱ Nombre de régions boisées éloignées sont la proie de conflits violents et de guerres civiles. Les coûts pour l'économie, l'environnement et la société en sont souvent très élevés, et touchent les gouvernements et les collectivités locales. Il y en a d'autres qui sont victimes de perturbations sociales ou qui abritent de grands nombres de réfugiés. Une mauvaise gouvernance donne lieu à un climat qui met en jeu la paix d'un pays et du monde entier.

✱ Comme les fonds publics consacrés à l'étude des dossiers liés aux forêts ont diminué notablement ces dernières années, les responsables risquent de prendre des décisions qui ne se fondent pas sur des données fiables ou sur des preuves scientifiques solides. Il n'existe en ce moment aucun mécanisme à l'échelle mondiale, semblable au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, pour cerner les questions importantes et pour fournir des conseils éclairés sur les dossiers liés aux forêts.

ORIENTATIONS RECOMMANDÉES

- Les gouvernements doivent reconnaître qu'ils ont un nouveau rôle à jouer comme catalyseurs des réseaux stratégiques : ils sont des facilitateurs, des sources d'expertise et des fournisseurs de soutien financier. Ce rôle compense amplement leur perte de contrôle direct sur la politique en matière de forêts. Parallèlement, les autres intervenants doivent comprendre que le rôle de coordination adopté par les gouvernements centraux ne leur nuit en rien.
- Quelle que soit l'issue des délibérations internationales en cours au Forum des Nations Unies sur les forêts, les programmes forestiers nationaux, ou leur équivalent, constitueront certainement un élément central de tout mécanisme de gouvernance internationale. Il faut toutefois assurer une surveillance rigoureuse et préparer des rapports pour faire en sorte que les processus des programmes forestiers nationaux donnent lieu à des changements d'orientation souhaitables et considérables, et qu'ils ne soient pas purement symboliques.
- Quand les conditions s'y prêteront, il faudra procéder à la décentralisation dans les pays en développement et dans les pays dont les économies sont en transition. Pour être efficaces toutefois, les processus de décentralisation doivent surmonter la corruption et établir, à l'échelon local, de nouveaux mécanismes de gouvernance axés sur la démocratie participative et l'autogestion.
- Les organismes de développement international doivent donner aux gouvernements locaux et aux collectivités la formation et les ressources dont ils ont besoin pour être mieux en mesure d'assurer la coordination entre les divers secteurs du développement rural et la gestion durable des forêts.
- Les intervenants qui s'occupent de questions liées aux forêts et au développement doivent reconnaître l'importance du savoir traditionnel. Des mécanismes doivent être mis au point pour intégrer ce savoir aux processus de formulation des politiques. Les experts-forestiers devraient suivre une formation pour être en mesure d'identifier les personnes et les groupes qui possèdent un tel savoir, et travailler en collaboration avec eux. Il conviendra de respecter les droits de propriété intellectuelle.
- Si l'on veut s'attaquer au problème que posent les conflits violents et les infractions aux règles dans les régions boisées éloignées, les gouvernements doivent investir dans les services sociaux fondamentaux de même que dans l'infrastructure.
- Il faut continuer de financer la recherche et le développement pour que les politiques en matière de gestion des ressources naturelles puissent reposer sur des connaissances scientifiques solides et des données fiables.
- Il faudrait envisager de former un groupe d'experts sur les forêts, à l'image du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui pourrait appuyer les délibérations sur la politique internationale en matière de forêts, intervenir rapidement face aux problèmes qui surviennent en région ou sur la scène internationale, et les porter à l'attention de la planète.

Postface et remerciements

Le Projet Spécial sur les Forêts du Monde, la Société et L'environnement (IUFRO-WFSE) de l'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières s'est penché sur les plus importants enjeux auxquels est confronté le secteur forestier à l'échelle mondiale. Est-il besoin de préciser qu'un si bref document ne saurait couvrir chaque aspect de la problématique forêts-sociétés-environnement. Ce projet était un moyen innovateur et inédit d'explorer les problèmes qui concernent la forêt, dans le cadre de travaux d'analyse et de recherche de haute qualité. L'un de nos objectifs a été de promouvoir la mutualisation des savoirs dans le cadre d'un réseau très ouvert de chercheurs et d'experts.

IUFRO-WFSE est constitué par un ensemble de neuf organes dont l'association a permis de mobiliser la participation de toute la communauté scientifique au mécanisme du WFSE en créant un forum pour la compilation et la dissémination des travaux réalisés dans le domaine. Les partenaires du projet WFSE sont situés dans divers points du globe, et chacun, à sa façon, a été le témoin privilégié des changements paradigmatiques qui sont en train de s'opérer dans le secteur de la sylviculture et de l'aménagement forestier. Ces partenaires étaient les suivants: le Centre de Recherches Agricoles Tropicales et d'Éducation plus Élevée (CATIE), Costa Rica; le Centre Internationale pour la Recherche de Forêt (CIFOR), Indonésie; le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD-Forêts), France; l'Institut Forestier Européen (IFE), Finlande; l' Réseau International pour le Bambou et le Rattan (INBAR), Chine; le Centre Fédéral de Recherches pour la Sylviculture et les Produits de Forêt

(IWF/BFH), Allemagne; l'Institut de la Recherche Forestier Finlandais (METLA), Finlande; Natural Resources Canada/Ressources naturelles Canada (NRCan/RNCan), Canada, et l'Université des Nations Unies (ONU), Japon. Ajoutons enfin que le projet a été associé aux activités de nombreux autres organismes et établissements universitaires du monde.

Je voudrais exprimer ma sincère gratitude à tous les auteurs et tous les partenaires de l'IUFRO-WFSE pour leur précieuse contribution, au ministère des Affaires étrangères de Finlande pour son soutien financier, et à l'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (IUFRO) pour avoir soutenu notre entreprise et avoir facilité l'accès aux réseaux de recherche de nombreuses disciplines intéressant le secteur forestier. Mes remerciements tout particuliers également à METLA pour son généreux appui au travail de coordination et à diverses autres activités du projet.

Je tiens également à mentionner avec gratitude M. Jaakko Pesonen pour son travail de conception et de présentation de l'énoncé de politique; les collègues qui ont fourni les photographies: René Alfaro, Glenn Galloway, Carol Colfer, Markku Kanninen, Pia Katila, Michael Kleine, Max Lobovikov, Martin Lorenz, Zenebe Mekonnen, Lauri Mäenpää, Matti Nummelin, Erkki Oksanen, John Parrotta et Jeff Sayer; et Samuel Chopo qui a préparé la carte du monde et le graphique de certification.

Gerardo Mery

Coordonnateur du projet IUFRO-WFSE
Helsinki, avril 2005

PHOTOES

COUVERTURE: LAURI MÄENPÄÄ

1. METLA/ERKKI OKSANEN
2. NRCAN/LYNDA CHAMBERS
3. METLA/ERKKI OKSANEN
4. MATTI NUMMELIN
5. METLA/ERKKI OKSANEN
6. MARKKU KANNINEN
7. MATTI NUMMELIN
8. MATTI NUMMELIN
9. MAX LOBOVIKOV
10. JOHN PAROTTA
11. METLA/ERKKI OKSANEN
12. LAURI MÄENPÄÄ
13. GERARDO MERY
14. GERARDO MERY
15. JOHN PAROTTA
16. GERARDO MERY
17. BRITISH COLUMBIA MINISTRY OF FORESTS, CANADA
18. METLA/ERKKI OKSANEN
19. MATTI NUMMELIN
20. JOHN PAROTTA
21. JOHN PAROTTA
22. METLA/ERKKI OKSANEN
23. THE FORESTS OF CANADA COLLECTION. NRCAN,
CANADIAN FOREST SERVICE 2005
24. MATTI NUMMELIN
25. JOHN PAROTTA
26. ZENEBE MEKONNEN
27. LAURI MÄENPÄÄ
28. CAROL GOLFER
29. METLA/ERKKI OKSANEN
30. MATTI NUMMELIN
31. MARKKU KANNINEN
32. METLA/ERKKI OKSANEN
33. METLA/ERKKI OKSANEN
34. MATTI NUMMELIN
36. MATTI NUMMELIN



PARTENAIRES DE L'IUFRO-WFSE:



METLA



**UNITED NATIONS
UNIVERSITY**



**MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE**

DIVISION DE L'INFORMATION DE LA
POLITIQUE DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE

Box 176, 00161 Helsinki, Finland
<http://global.finland.fi>

IUFRO-WFSE

Unioninkatu 40 A, 00170 Helsinki, Finland
www.iufro.org/wfse